

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 163

21 janvier 2015

SOMMAIRE

Ablesoft S.A.	7779	Brassica Topco S.A.	7780
Alex Arendt S.A.	7804	BRE/German Hotel Holding I S. à r.l.	7783
Arle S.A.	7803	BRE/Hamburg Reichshof Hotel Holding S.à	
Asia S.A.	7778	r.l.	7780
Aucotras-lu S.à r.l.	7778	Building Material Lux Sàrl	7781
Avena S.A.	7779	Bureau Veritas Luxembourg S.A.	7823
A Web Marketing S.A.	7805	BWI Company Limited S.A.	7780
Balm S.à r.l.	7782	Cap Consult S.à r.l.	7824
Banque du Timbre Sàrl	7823	C.B. Clean Lux S.à r.l.	7781
Bati Safe, s.à r.l.	7823	Crystal White S.A.	7824
BaxEnergy Holdings	7779	DKFM International S.A.	7806
BCR S.à r.l.	7824	Global Consult S.A.	7806
Beagle Investments S.A.	7782	HFS Discover Fund SICAV-SIF	7784
Beagle Investments S.A.	7824	M Club S.C.A.	7795
Beaulieu Properties SA	7781	Mebaulux S.A.	7778
Beim Vic Sàrl	7782	Medtronic AF Luxembourg S.à r.l.	7807
Belux Comptafisc sàrl	7783	Pictop S.A.	7779
BETween S.à r.l.	7782	PICY S.A.	7780
Bijouterie Daniel Martins s.à r.l.	7779	Prithvi Holdings S.A.	7781
Bimon S.A.	7823	Prithvi Holdings S.A.	7782
Biosystem	7780	PVI Capital S.à r.l.	7783
Blue Moon Consult S.à r.l.	7783	Pylissier S.A.	7824
Blue Vision S.à r.l.	7778	Sazele S.A.	7820
Bolopasta S.à r.l.	7781	SCL Prop Co. A S.à r.l.	7808
Boni Holding S.A.	7783	WSP Luxembourg S.à r.l.	7778

Mebaulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 11, Op der Kopp.
R.C.S. Luxembourg B 48.974.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Hauptversammlung vom 19. Dezember 2014

1. Die Mandate des delegierte des Verwaltungsrats und des Abschlussprüfers werden für 3 Jahre verlängert und enden bei der Generalversammlung welche im Jahr 2016 stattfindet.

VERWALTUNGSRAT

- Herr Michael METRICH, wohnhaft in D-54550 FREUDENBURG, Gartenstrasse 66

ABSCHLUSSPRUEFER

- LUX-FIDUCIAIRE Consulting SARL ayant son siège social à L-2763 Luxembourg 12, rue Ste Zithe.

Référence de publication: 2014204565/14.

(140227500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

WSP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.407.090,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.462.

En date du 30 octobre 2014, les 2.407.090 parts sociales de la Société détenues par WSP Group Consulting Inc. ont été transférées à WSP LUX HOLDING INC., une entité dûment constituée et existante sous les lois du Canada, immatriculée au Registre des Sociétés du Canada sous le numéro 9044256, ayant son siège social au 1600, Boulevard René Lévesque West, 16^{ème} étage, CDN - H3H 1P9 Montréal (Québec).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205081/13.

(140227828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Aucotras-lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 161.865.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205234/9.

(140229191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Blue Vision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 219, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 107.415.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205270/9.

(140229755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 116.550.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205227/9.

(140229787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pictop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 146.615.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.12.2014.

Pour: PICTOP S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014204735/14.

(140228671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ablesoft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 92.564.

Le Bilan au 30 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014205172/10.

(140230651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Avena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 50.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205240/10.

(140230425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BaxEnergy Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205256/10.

(140229417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Bijouterie Daniel Martins s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4082 Esch-sur-Alzette, 55, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 65.106.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205295/10.

(140229809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

PICY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 146.616.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.12.2014.

Pour: PICY S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014204736/14.

(140228631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Brassica Topco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 169.716.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Brassica Topco S.A.

Référence de publication: 2014205272/10.

(140229026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Biosystem, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 60.867.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205296/10.

(140229556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BRE/Hamburg Reichshof Hotel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 119.898.

Les comptes annuels de la société BRE/Hamburg Reichshof Hotel Holding S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205316/10.

(140230422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BWI Company Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 147.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205321/10.

(140229323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Prithvi Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 51.851.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Décembre 2014.

Prithvi Holdings S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Directeur

Référence de publication: 2014204756/14.

(140227387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Bolopasta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 12-14, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 155.737.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205271/10.

(140229538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Beaulieu Properties SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 155.887.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205258/10.

(140229826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Building Material Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle "Centre 2000" route de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 103.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014205318/10.

(140229720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

C.B. Clean Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 4, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 110.566.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 23/12/2014.

Référence de publication: 2014205322/10.

(140230860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Prithvi Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 51.851.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Décembre 2014.

Prithvi Holdings S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Directeur

Référence de publication: 2014204757/14.

(140227388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Balm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4451 Belvaux, 242, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 155.115.

Le bilan au 31/12/13 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205278/9.

(140229756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BEtween S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 59, rue Louis XIV.
R.C.S. Luxembourg B 148.151.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205288/10.

(140230115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Beagle Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 57.296.

Les comptes annuels RECTIFICATIFS au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Dépôt L140227244 du 19 décembre 2014 est à rectifier.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205289/11.

(140230992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Beim Vic Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 51, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 166.073.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205292/10.

(140229931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

PVI Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 127.983.

—
Veillez noter que l'associé Tarragona S.A. ainsi que le gérant unique Cyan S.à.r.l. ont leur son siège social au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour PVI Capital S. à r. l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014204762/14.

(140227739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Boni Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 122.523.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014205307/11.

(140229419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Blue Moon Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 179.299.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014205300/10.

(140229483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Belux Comptafisc sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9541 Wiltz, 28, rue du Moulin à Vent.

R.C.S. Luxembourg B 138.388.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205293/9.

(140230255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

BRE/German Hotel Holding I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.685.

—
Les comptes annuels de la société BRE/German Hotel Holding I S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205315/10.

(140230423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

HFS Discover Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 193.042.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first day of the month of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Me Joachim Cour, Avocat, residing in Luxembourg, acting by virtue of the power given on 28 November 2014 pursuant to resolutions (the "Resolutions") adopted on 27 November 2014 during an extraordinary general meeting of the ordinary shareholders (the "Shareholders") of HFS DISCOVER FUND LIMITED, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands and having its registered office at PO Box 309, Uglad House, Grand Cayman, KYI-1104, Cayman Islands (the "Company").

The appearing party requested the notary to state that:

I. The Company has been incorporated as an exempted company with limited liability in the Cayman Islands on 16 July 2008 under registration number 214227 as an open-ended investment company.

II. By the Resolutions, the Shareholders resolved to transfer the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and, as a consequence, to submit the Company to Luxembourg laws without interruption of its legal personality.

III. By the Resolutions, the Shareholders further resolved to amend the articles of incorporation of the Company in the form as stated sub

V. The Resolutions, together with the special report drawn up by Deloitte Audit S.à r.l., with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, in the course of the transfer of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities and the conclusion of which is that the Company's total net assets is higher than EUR 1,250,000,.

IV. The Shareholders further resolved to change the name of the Company into "HFS DISCOVER FUND SICAV-SIF".

V. The articles of incorporation of the Company are as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares (the "Shareholders"), a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé" under the name of "HFS DISCOVER FUND SICAV-SIF" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of the articles of incorporation of the Company (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities and any other assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the "Law"). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to extent permitted by law, the board of directors of the Company ("the Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in US dollars of the minimum prescribed by the Law. The minimum capital of the Company must be achieved within 12 months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The holding of shares of the Company is restricted to such "well-informed investors", as defined by the Law, that are not precluded from holding shares pursuant to these Articles and to the sales documents of the Company (hereafter "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid shares at any time at a fixed price or at a price based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing Shareholders any preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty and power to accept subscriptions and receive payment for such new shares and to deliver these.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes, each distinguished by such specific features (such as, but not limited to, a specific charging structure, currency, distribution policy or hedging policy), as the Board of Directors shall from time to time determine and as disclosed in any of the Information Means (as defined hereafter).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets properly allocated to each class shall, if not denominated in US dollars, be converted into US dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare annual accounts in US dollars.

In the event that for a period disclosed in the sales documents of the Company, for any reason the Net Asset Value of any class of shares is lower than a minimum disclosed in the sales documents of the Company, or in case the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant class, or because it is deemed to be in the best interest of the relevant Shareholders, the Board of Directors may redeem all shares of the class at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs for closing of the relevant class, but with no redemption fee, may reorganise the relevant class by means of a division into different classes or may consolidate different classes of shares within the Company.

Liquidation of a class, or its reorganisation by means of division or consolidation may be effected after approval of the Shareholders of the class to be terminated or reorganised or consolidated at a duly convened class meeting which may be validly held without a quorum and take decisions by a simple majority of the votes cast.

A consolidation so decided by the Board of Directors or approved by the Shareholders of the affected class will be binding on the Shareholders of the relevant class upon a prior notice given to them, in accordance with the provisions of the sales documents of the Company and any applicable laws and regulations, during which period Shareholders may redeem their shares without redemption fee.

Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a class or within a period of time disclosed from time to time in the sales documents of the Company will ultimately be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 6. Shares will be issued in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price, as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to Shareholders by bank transfer or by any other means acceptable to the Depository and disclosed in the Information Means or to the manager on the Shareholders' behalf.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders of the Company, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the register of shareholders of the Company without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share. Transfers of shares may be subject to some restrictions decided from time to time by the Board of Directors and further disclosed in the sales documents of the Company.

Every registered Shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders of the Company free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such Shareholder does not provide such address or notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders of the Company and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders of the Company by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders of the Company unless the shares are held through a clearing system allowing

only entire shares to be handled. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company.

In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to the sale, issue, repurchase, redemption and cancellation of shares shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to Shareholders, information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 7. If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of shareholding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the Shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of shareholding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board of Directors shall have determined that any of them, the Company, any manager of the Company's assets, any of the Company's investment managers or advisers of any of them would suffer any disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any administrative burden or other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register or report under any securities, investment, tax or similar laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter, or "Benefit Plan Investor", as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders of the Company to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any shares in the Company are owned directly or beneficially by or being acquired for the account or benefit of, directly or indirectly, (i) any person or persons who are precluded pursuant to these Articles from holding shares in the Company, (ii) a U.S. Person, (iii) a Benefit Plan Investor, or (iv) any person or persons who or which, by virtue of the holding concerned, give rise to a breach of any applicable laws or requirement in any jurisdiction or may, either alone or together with any other person(s), in the sole and conclusive opinion of the Board of Directors:

(1) prejudice the tax status or residence of the Company or the Shareholders; or

(2) cause the Company or any Shareholder to suffer any legal, regulatory, pecuniary, taxation or material administrative disadvantage; or

(3) cause the Company to be required to comply with any registration or filing requirements in any jurisdiction with which it would not otherwise be required to comply,

then the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all shares held by such Shareholder in the following manner:

(i) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the Shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders of the Company as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares and the place at which the redemption price

in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(ii) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be an amount equal to the Dealing Price of shares of the relevant class, determined in accordance with Article 23 hereof, less any redemption or other charge payable in respect thereof;

(iii) payment of the redemption price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate has been issued, upon surrender of the confirmation of shareholding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest).

(iv) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" shall have the same meaning as in the U.S. Securities Act of 1933 and shall be deemed to include a reference to "United States Person" as such latter term is defined in the Foreign Account Tax Compliance Act enacted as part of the Hiring Incentive to Restore Employment Act and in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended and "Benefit Plan Investor" shall have the same meanings as in the U.S. Department of Labor Regulation 29 C.F.R. §2510.3-101 and Section 3(42) of the Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended, provided that the Board of Directors may further define each of those terms in the sales documents of the Company or any other Information Means.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not an Eligible Investor, the Board of Directors will (i) direct such Shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders of the Company in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, a Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent all the Shareholders. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 26th day of May in Luxembourg at 11am (Luxembourg time) and for the first time in Luxembourg in 2015. If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of Shareholders or class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of Shareholders of the relevant classes.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax or any other means of communication capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened Shareholders meeting.

Except as otherwise required by law or by Article 31 hereof, resolutions at a general meeting of Shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote, have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent to the Shareholders in accordance with Luxembourg law requirements.

If all Shareholders, duly informed of the agenda, are present or duly represented at a general meeting, a general meeting may be held without prior notice.

Notice shall be published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper, to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be Shareholders. The Board of Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting of Shareholders and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax or any other means of communication capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or any other means of communication capable of evidencing such appointment another Director as his proxy. One Director may represent one or more Directors. Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by video-conference or any other means of communication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Directors to participate effectively at such meeting of the Board of Directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by telefax or any other means of communication capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a written circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by a chairman pro tempore who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the investment objectives, policies, strategies and risks (including (i) how the Company's assets may be invested and in which assets the Company may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions) for the investments of the Company, the currency denomination of each class and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any class of shares will be co-managed among themselves.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a director, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the OFI Group or any affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on their discretion unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law and AIFM Law (as defined hereafter) and serve until its successor is elected.

Art. 21. As is more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by the Law.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company provided that in the case of a request for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a

holding of shares of any one class with an aggregate Net Asset Value of less than the minimum as the Board of Directors may determine from time to time and disclose in the sales documents of the Company, redeem all the remaining shares held by such Shareholder.

If the requests for redemption received for any class of shares for any specific Redemption Day (as defined in the sales documents of the Company) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of such class of shares, such amount and percentage being fixed by the Board of Directors from time to time and disclosed in the sales documents of the Company, the Board of Directors may defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Redemption Day as further described in the sales documents of the Company.

In case of deferral of redemption the relevant shares shall be redeemed at the Net Asset Value per share prevailing at the Valuation Day (as defined hereafter) as of which the redemption is effected, less any charge, as may be decided from time to time by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Company.

The redemption price shall be paid within such time, as shall be determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Company following the date on which the applicable Dealing Price (as defined hereunder) was determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets of the Company is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

The Board of Directors may also determine the notice period required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the sales documents of the Company relating to the sale of such shares.

Any such request must be filed or confirmed by such Shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares. The confirmation of shareholding for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the Shareholder) in specie by allocating to such Shareholder investments from the portfolio of the relevant class equal in value (calculated in the manner described in Article 23) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant class and the valuation used shall be confirmed by a special report of an auditor if required by law.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

To the extent provided in the sales documents of the Company and decided from time to time by the Board of Directors, any Shareholder may request conversion of the whole or part of his shares into shares of another class based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current sales documents of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the sales documents of the Company.

Art. 22. The Net Asset Value and the offering and redemption prices of shares shall be determined as to the shares of each class by the Company from time to time, as the Board of Directors may determine (every such day or time of determination thereof being referred to herein as a «Valuation Day»).

The Board of Directors may suspend the determination of the Net Asset Value per share and the issue, conversion and redemption of the shares during:

(a) any period (other than ordinary holiday or customary weekend closings) when any market is closed which is the main market for a significant part of the Company's investments, or when trading thereon is restricted or suspended;

(b) any period when any emergency exists as a result of which disposal by the Company of investments which constitute a substantial portion of its assets is not practically feasible;

(c) any period when for any reason the prices of a material portion of the investments of the Company cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;

(d) any period when due to conditions of market turmoil or market illiquidity it is not possible, in the opinion of the Board of Directors, to determine the fair value of the assets of the Company. In such circumstances, the Board of Directors may suspend totally or partially the determination of the Net Asset Value per share;

(e) any period when remittance of monies which will, or may be, involved in the realisation of, or in the payment for a substantial portion of the investments of the Company cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange;

(f) any period when proceeds of the sale or redemption of the Shares cannot be transmitted to or from the Company's account; or

(g) any time when the Company or a class of shares is being, or may be, liquidated.

Any such suspension shall be promptly notified to Shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 21 hereof.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in US dollars or in the relevant currency of the class concerned as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less its liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The dealing price of a share of each class (the "Dealing Price") shall be expressed in the currency of expression of the relevant class or in such other currency as the Board of Directors shall in exceptional circumstances temporarily determine, as a per share figure and shall be based on the Net Asset Value per share of that class, determined on or as of the Valuation Day on or prior to which the subscription was received by the Company by a time specified in the sales documents of the Company from time to time, adjusted to reflect any dealing charges (including but not limited to dilution levy, if provided for in the sales documents of the Company) or fiscal charges which the Board of Directors determines in its discretion are appropriate to take into account in respect of that class, divided by the number of shares of that class then in issue or deemed to be in issue and by rounding the total to the fourth decimal or such other figure as the Board of Directors may determine from time to time.

The Dealing Price shall be disclosed via the Information Means.

The Net Asset Value of the shares shall determined in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind receivable by the Company provided that the Board of Directors may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;
- (e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;
- (g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) shares or units in open-ended Underlying Funds i.e. hedge funds and alternative funds (as defined in the sales documents of the Company) will be valued at the last available net asset value for such shares or units on the relevant Valuation Day as supplied by the administrator thereof or by such other person as the Board of Directors shall determine, failing which they shall be valued at the last available net asset value whether estimated or actual which is calculated prior to such Valuation Day, provided that if events have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the date on which the last net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change;

(2) shares or units in Underlying Funds, the issue or redemption of which is restricted and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as principal market-makers, offer prices in response to market conditions may be valued by the Board of Directors, in line with such prices;

(3) any security (including a share or unit in a closed-ended Underlying Fund but not in an open-ended Underlying Fund) which is listed or quoted on any securities exchange or similar electronic system and regularly traded thereon will be valued at whichever of the last middle market, bid or offer price may be available, as at the relevant Valuation Day or, if no trades occurred on such day, at the last available closing price, and as adjusted in such manner as the Board of Directors, in their sole discretion, think fit, having regard to the size of the holding, and where prices are available on more than one exchange or system for a particular security the price will be the last traded, middle market, bid or offer price, as the case may be, on the exchange which constitutes the main market for such security or the one which the Board of Directors, in their sole discretion determine, provides the fairest criteria in ascribing a value to such security;

(4) any security (including a share or unit in a closed-ended Underlying Fund but not in an open-ended Underlying Fund) which is not listed or quoted on any securities exchange or similar electronic system or if, being so listed or quoted, is not regularly traded thereon or in respect of which no prices as described above are available will be valued at its probable realisation value as determined by the Board of Directors, in good faith having regard to its cost price, the price at which any recent transaction in the security may have been effected, the size of the holding having regard to the total

amount of such security in issue, and such other factors as the Board of Directors, in their sole discretion deem relevant in considering a positive or negative adjustment to the valuation;

(5) investments, other than securities, including over-the-counter derivatives contracts, which are dealt in or traded through a clearing firm or an exchange or through a financial institution will be valued by reference to the most recent official settlement price quoted by that clearing house, exchange or financial institution. If there is no such price, then the average will be taken between the lowest offer price and the highest bid price at the close of business on any market on which such investments are or can be dealt in or traded, provided that where such investments are dealt in or traded on more than one market, the Board of Directors, may determine at their discretion which markets shall prevail;

(6) investments, other than securities, including over-the-counter derivative contracts, which are not dealt in or traded through a clearing firm or an exchange or through a financial institution will be valued at their fair value as determined at least monthly by an independent party or by the Board of Directors;

(7) investments in a collective investment scheme will be valued on the basis of the repurchase price of the shares or units in that collective investment scheme on the relevant Valuation Day;

(8) forward foreign exchange contracts will be valued by reference to the price at which a new forward contract of the same size and maturity could be undertaken as of the relevant Valuation Day;

(9) deposits will be valued at their cost plus accrued interest; and

(10) any value (whether of an investment or cash) otherwise than in US Dollars will be converted into US Dollars at the rate (whether official or otherwise) which the Board of Directors, in their absolute discretion deem applicable as at close of business on the relevant Valuation Day, having regard, among other things, to any premium or discount which they consider may be relevant and to costs of exchange.

In circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the sales documents of the Company.

If any of the aforesaid valuation principles does not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles does not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, be it for a class of shares only, the Board of Directors may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the Board of Directors to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations;

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and Information Means publications, financial reports and other documents made available to Shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the shares are marketed);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

(d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders, expenses of publishing the offering prices and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold (the «offering price»), shall be determined from time to time by the Board of Directors based on the applicable Dealing Price (determined in accordance with Article 23 hereof) and disclosed via the Information Means. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Company. The offering price (not including any dealing charge) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment objective, policy and strategies and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on 1 July of each year and end on 30 June of the following year and for the first time in Luxembourg on 30 June 2015.

The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards ("IFRS"), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the Board of Directors is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means.

Art. 26. Class meetings shall, upon the proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law in respect of each class of shares, determine how the annual net results attributable to such class of shares shall be disposed of.

Dividends may, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Dividends and interim dividends (if any) may be paid out on the shares of any class of shares out of the investment income, capital gains or capital property allocated to the relevant class, upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution shares and no dividends will be declared and paid with respect to accumulation shares.

In addition to the aforementioned provisions and to what may be otherwise provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to distributions shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding distributions may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding distributions may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 27. In the event of a liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders resolving to liquidate the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class. With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for in Article 67-1 and 142 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the Company may be liquidated and the liquidator authorized to transfer all assets and liabilities of the Company to another corporation in exchange for the issue to Shareholders of shares of such corporation or fund proportionate to their shareholding in the Company.

Otherwise, any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors may also propose to the general meeting of Shareholders the contribution of the assets of the Company into another investment fund in accordance with applicable laws and regulations. In case of contribution to

another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on Shareholders who will expressly agree to such merger.

Art. 28. The Company may at any time enter into an agreement with an alternative investment fund manager ("AIFM") authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on alternative investment fund managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

The Company shall maintain an agreement with OFI MGA, or any other entity of the OFI Group, as AIFM and/or management company (the "Management Company") of the Company, for as long as the Management Company shall desire to provide management services to the Company and until such time as it shall name a successor for the provision of such service, subject to any necessary regulatory approval.

The Company will moreover enter into a depositary agreement with a credit institution, which will satisfy the requirements of the Law and, where applicable, of Directive 2011/61/EU (the "Depositary"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who will assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by Luxembourg law and, where applicable, of Directive 2011/61/EU.

To the extent required under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law"), the Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19 (11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law. Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, any assets of the Company may be transferred to, and reused by, any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, the Depositary will remain in function until the appointment, which should happen within two months, of another eligible credit institution.

Art. 29. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with, the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may take any form that is not inconsistent (or incompatible) with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 30. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic

Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Art. 31. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum requirements provided by the laws of Luxembourg and at a majority of two thirds of the votes cast. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant class.

Where a class of shares of the Company (the "Class") is reserved to the Management Company and/or its affiliates, changes to Article 3, Article 28 and/or to this Article may be adopted only if approved by two thirds of the shares then existing within this Class.

Any replacement of the Management Company or amendment of its remuneration will require the prior approval of this Class, except in case of proven gross negligence or wilful misconduct of the Management Company.

Art. 32. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law, the AIFM Law and the 1915 Law.

VI. As a consequence of points II. and III., the Company continues in the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has acquired the Luxembourg nationality and henceforth is subject to Luxembourg law excluding any other laws.

VII. The appearing person requested the notary to state the appointment pursuant to the Resolutions of Deloitte Audit S.à r.l., L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, to act as réviseur d'entreprises agréé" of the Company until the annual general meeting which will be held in 2015.

VIII. As a consequence of points II. and III., the appearing person requested the notary to confirm the following points:

- the registered office of the Company is set at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- the following will serve as directors of the Company until the annual general meeting which will be held in 2015:
 - Mr Simon Brock, independent trade, born in England on June 14th, 1956, residing professionally at Sai Kung, Hong Kong;
 - Mr Hubert Leclerc, manager, born in Switzerland on March 23rd, 1952, residing professionally at Genève, Switzerland;
 - Mr Alain Reinhold, chief executive officer, born in France on June 7th, 1947, residing professionally at Paris, France.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the undersigned, the present original deed.

Signé: J. COUR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58235. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207008/678.

(140231187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

M Club S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 186.256.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth of November.

Before Us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "M Club S.C.A." (hereinafter, the Company), with registered office at 14-16 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186256, incorporated pursuant to a deed of the un-

dersigned notary of April 4, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1617, dated June 24, 2014, and whose articles of association have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated April 11, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1796, dated July 10, 2014.

The meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Claudia ROUCKERT, employee, with professional address at 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Mrs Claudia ROUCKERT, employee, with professional address at 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders represented by virtue of eight (8) proxies given under private seal on November 2014, and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.

II. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation representing the entire share capital of the Company, presently set at sixty thousand Euro and one cent (EUR 60.000,01), represented by:

- five million three hundred ninety-nine thousand nine hundred (5.399.900) Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, all with a nominal value of EUR 0,01 each, fully paid up;

- six hundred thousand one hundred (600.100) Sub-Class A Founder's Shares, all with a nominal value of EUR 0,01 each, fully paid up; and

- one (1) General Partner's Share, with a nominal value of EUR 0,01, fully paid up,

are represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Acknowledgement of the report issued by Ernst & Young, a public limited liability company (société anonyme) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47771, as independent auditor of the Company, in relation to the Issuance (as defined below);

2. Acknowledgement of the report issued by the General Partner for the purpose of the Issuance;

3. Approval of the terms and conditions of the convertible preferred equity certificates (the CPECs) as set forth in the report issued by the General Partner and authorization of the issuance by the Company of up to four hundred million (400.000.000) CPECs with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each (the Issuance), for an aggregate amount of up to four million Euro (EUR 4.000.000,00);

4. Creation of new classes of shares named the sub-class B founder's shares and the sub-class B HV limited partners' shares, increase of the Company's share capital and consent for the subscription for the new shares as follows:

Subscribers	Sub-class B HV founder's shares subscribed	Sub-class B HV limited partners' shares subscribed	Nominal value (EUR)	Subscription price (EUR)
Dover Street VIII L.P.	N/A	814.400	0,01	8.144,00
HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P.	N/A	88.300	0,01	883,00
HarbourVest Partners IX - Credit Opportunités Fund L.P.	N/A	15.500	0,01	155,00
HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P.	N/A	72.300	0,01	723,00
Dover Street 2011 Overflow Fund L.P.	N/A	123.900	0,01	1.239,00
Meranti Fund L.P.	N/A	10.500	0,01	105,00
MCCI S.à r.l.	125.100	N/A	0,01	1.251,00
Total	125.100	1.124.900	N/A	12.500,00

5. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital is set at seventy-two thousand five hundred Euro and one Euro cent (EUR 72.500,01) represented by:

- five million three hundred ninety-nine thousand nine hundred (5.399.900) Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;

- one million one hundred twenty-four thousand nine hundred (1.124.900) Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;

- six hundred thousand one hundred (600.100) Sub-Class A Founder's Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;

- one hundred twenty-five thousand one hundred (125.100) Sub-Class B Founder's Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up; and

- one (1) General Partner's Share, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01), fully paid up.

The authorized share capital, excluding the subscribed share capital, is set at ten million Euro (EUR 10.000.000,00) represented by (i) six hundred million (600.000.000) Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, to be issued by a decision of the General Partner, subject always to any Shareholders' Agreement, to be vested with the same rights and obligations as the existing Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, save as for the specific provisions of the Articles and of any Shareholders' Agreement and (ii) four hundred million (400.000.000) Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, to be issued by a decision of the General Partner, subject always to any Shareholders' Agreement, to be vested with the same rights and obligations as the existing Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, save as for the specific provisions of the Articles and of any Shareholders' Agreement.

The General Partner is authorized, during a period of five (5) years from the date of the notarial public deed enacting the amendment to the Articles, to increase from time to time the subscribed share capital by the amount of the authorized share capital. These increases of capital may be subscribed and Sub-Class A HV Limited Partners' Shares and Sub-Class B HV Limited Partners' Shares issued with or without share premium and paid up by contribution in kind or in cash in accordance with the Law and any Shareholders' Agreement. The General Partner is specifically authorized to proceed with the issuance of such authorized shares without reserving for the then existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued."

IV. The shareholders, after deliberation, unanimously take the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to acknowledge the report issued by Ernst & Young, a public limited liability company (société anonyme) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47771, as independent auditor of the Company, in relation to the Issuance (as defined below), a copy of this report is hereto annexed.

Second resolution

The meeting resolves to acknowledge the report issued by the General Partner for the purpose of the Issuance.

Third resolution

The meeting resolves to approve the terms and conditions of the convertible preferred equity certificates (the CPECs) as set forth in the report issued by the General Partner and authorize the issuance by the Company of up to four hundred million (400.000.000) CPECs with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each (the Issuance), for an aggregate amount of up to four million Euro (EUR 4.000.000,00).

Fourth resolution

The meeting resolves to create new classes of shares named the sub-class B founder's shares and the sub-class B HV limited partners' shares and to increase the Company's share capital as follows:

Subscribers	Sub-class B HV founder's shares subscribed	Sub-class B HV limited partners' shares subscribed	Nominal value (EUR)	Subscription price (EUR)
Dover Street VIII L.P.	N/A	814.400	0,01	8.144,00
HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P.	N/A	88.300	0,01	883,00
HarbourVest Partners IX - Credit Opportunités Fund L.P.	N/A	15.500	0,01	155,00
HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P.	N/A	72.300	0,01	723,00
Dover Street 2011 Overflow Fund L.P.	N/A	123.900	0,01	1.239,00
Meranti Fund L.P.	N/A	10.500	0,01	105,00
MCCI S.à r.l.	125.100	N/A	0,01	1.251,00
Total	125.100	1.124.900	N/A	12.500,00

Subscription - Payment

- MCCI S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14-16 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred one Euro (EUR 12.501,00), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B186209, here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for one hundred twenty-five thousand one hundred (125.100) Sub-Class B Founder's Shares and to fully pay them up at

their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of one thousand two hundred fifty-one Euro (EUR 1.251,00), by contribution in cash in the amount of one thousand two hundred fifty-one Euro (EUR 1.251,00);

- Dover Street VIII L.P., a limited partnership established and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, United States of America and registered under number 4993522 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for eight hundred fourteen thousand four hundred (814.400) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of eight thousand one hundred forty-four Euro (EUR 8.144,00), by contribution in cash in the amount of eight thousand one hundred forty-four Euro (EUR 8.144,00);

- HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P., a limited partnership established and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, United States of America and registered under number 4737637 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for eighty-eight thousand three hundred (88.300) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of eight hundred eighty-three Euro (EUR 883,00), by contribution in cash in the amount of eight hundred eighty-three Euro (EUR 883,00);

- HarbourVest Partners IX - Credit Opportunities Fund L.P., a limited partnership established and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, United States of America and registered under number 4737629 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for fifteen thousand five hundred (15.500) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of one hundred fifty-five Euro (EUR 155,00), by contribution in cash in the amount of one hundred fifty-five Euro (EUR 155,00);

- HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P., a limited partnership established and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, United States of America and registered under number 4737664 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for seventy-two thousand three hundred (72.300) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of seven hundred twenty-three Euro (EUR 723,00), by contribution in cash in the amount of seven hundred twenty-three Euro (EUR 723,00);

- Dover Street 2011 Overflow Fund L.P., a limited partnership established and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, United States of America and registered under number 5077390 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for one hundred twenty-three thousand nine hundred (123.900) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of one thousand two hundred thirty-nine Euro (EUR 1.239,00), by contribution in cash in the amount of one thousand two hundred thirty-nine Euro (EUR 1.239,00); and

- Meranti Fund L.P., an exempted limited partnership established and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands under number WK-72307 here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of one (1) proxy given under private seal on November, 2014, resolves to subscribe for ten thousand five hundred (10.500) Sub-Class B HV Limited Partner's Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, having an aggregate value of one hundred five Euro (EUR 105,00), by contribution in cash in the amount of one hundred five Euro (EUR 105,00);

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Fifth resolution

Following the above, the meeting resolves to amend article 5 of the Company's articles of association to give it henceforth the following content:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital is set at seventy-two thousand five hundred Euro and one Euro cent (EUR 72.500,01) represented by:

- five million three hundred ninety-nine thousand nine hundred (5.399.900) Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;

- one million one hundred twenty-four thousand nine hundred (1.124.900) Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;

- six hundred thousand one hundred (600.100) Sub-Class A Founder's Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up;
- one hundred twenty-five thousand one hundred (125.100) Sub-Class B Founder's Shares, all with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each, fully paid up; and
- one (1) General Partner's Share, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01), fully paid up.

The authorized share capital, excluding the subscribed share capital, is set at ten million Euro (EUR 10.000.000,00) represented by (i) six hundred million (600.000.000,00) Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, to be issued by a decision of the General Partner, subject always to any Shareholders' Agreement, to be vested with the same rights and obligations as the existing Sub-Class A HV Limited Partners' Shares, save as for the specific provisions of the Articles and of any Shareholders' Agreement and (ii) four hundred million (400.000.000) Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, to be issued by a decision of the General Partner, subject always to any Shareholders' Agreement, to be vested with the same rights and obligations as the existing Sub-Class B HV Limited Partners' Shares, save as for the specific provisions of the Articles and of any Shareholders' Agreement.

The General Partner is authorized, during a period of five (5) years from the date of the notarial public deed enacting the amendment to the Articles, to increase from time to time the subscribed share capital by the amount of the authorized share capital. These increases of capital may be subscribed and Sub-Class A HV Limited Partners' Shares and Sub-Class B HV Limited Partners' Shares issued with or without share premium and paid up by contribution in kind or in cash in accordance with the Law and any Shareholders' Agreement. The General Partner is specifically authorized to proceed with the issuance of such authorized shares without reserving for the then existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the members of the bureau and to the proxy holder of the appearing persons, who are known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «M Club S.C.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 14-16 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B186256, constituée par acte du notaire instrumentaire en date du 4 avril 2014, publié auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1617, en date du 24 juin 2014, et dont les ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire en date du 11 avril 2014, publié auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1796, en date du 10 juillet 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, avec adresse professionnelle au 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Claudia ROUCKERT, employée, avec adresse professionnelle au 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employée, avec adresse professionnelle au 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter.

I. Que les actionnaires représentés en vertu de huit (8) procurations données sousseing privé en novembre 2014, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des actions, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à soixante mille Euro et un centime (EUR 60.000,01), représenté par:

- cinq millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (5.399.900) Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;
- six cent mille cent (600.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées; et
- une (1) Action du Commandité, d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01), entièrement libérée, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Reconnaissance du rapport émis par Ernst & Young, une société anonyme établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en qualité de réviseur d'entreprise de la Société, en rapport avec l'Emission (tel que défini ci-dessous);

2. Reconnaissance du rapport de l'Actionnaire Commandité - Gérant unique, émis dans le cadre de l'Emission;

3. Approbation des conditions générales des convertible preferred equity certificates (les CPECs) tel qu'indiquées dans le rapport émis par l'Actionnaire Commandité - Gérant unique et autorisation de l'émission par la Société d'un montant maximum de quatre cent millions (400.000.000) de CPECs d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacun (l'Emission), pour un montant maximum de quatre millions d'Euros (EUR 4.000.000,00);

4. Création de nouvelles classes d'actions dénommées actions du fondateur de sous-classe B et actions de commanditaires HV de sous-classe B, augmentation du capital de la Société et consentement à la souscription des nouvelles actions comme suit:

Souscripteurs	Actions du fondateur de sous-classe B	Actions de commanditaires HV de sous-classe B	Valeur nominale (EUR)	Prix de souscription (EUR)
Dover Street VIII L.P.	N/A	814.400	0,01	8.144,00
HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P.	N/A	88.300	0,01	883,00
HarbourVest Partners IX - Credit Opportunités Fund L.P.	N/A	15.500	0,01	155,00
HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P.	N/A	72.300	0,01	723,00
Dover Street 2011 Overflow Fund L.P.	N/A	123.900	0,01	1.239,00
Meranti Fund L.P.	N/A	10.500	0,01	105,00
MCCI S.à r.l.	125.100	N/A	0,01	1.251,00
Total	125.100	1.124.900	N/A	12.500,00

5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à soixante-douze mille cinq cents Euro et un centime d'Euro (EUR 72.500,01) représenté par:

- cinq millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (5.399.900) Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;
- un million cent vingt-quatre mille neuf cents (1.124.900) Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;
- six cent mille cent (600.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;
- cent vingt-cinq mille cent (125.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe B, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées; et
- une (1) Action du Commandité, d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01), entièrement libérée.

Le capital autorisé, à l'exclusion du capital souscrit, est fixé à dix millions d'Euro (10.000.000,00) représenté par (i) six cent millions (600.000.000) d'Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A, devant être émises sur décision du Commandité, sous réserve toujours d'un quelconque Pacte d'Actionnaires, qui seront dotées des mêmes droits et obligations que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A existantes, à l'exception de dispositions spécifiques des Statuts et de tout Pacte d'Actionnaires et (ii) quatre cent millions neuf (400.000.000) d'Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B, devant être émises sur décision du Commandité, sous réserve toujours d'un quelconque Pacte d'Actionnaires, qui seront dotées des mêmes droits et obligations que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B existantes, à l'exception de dispositions spécifiques des Statuts et de tout Pacte d'Actionnaires.

Le Commandité est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de l'acte notarié constatant la modification des Statuts, à augmenter à tout moment le capital social souscrit par le montant du capital social autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A ainsi que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B émises avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en

nature ou en numéraire conformément à la Loi et à tout Pacte d'Actionnaires. Le Commandité est spécifiquement autorisé à procéder à l'émission de telles actions autorisées sans réserver aux Actionnaires alors existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.»

IV. Les actionnaires, après avoir délibéré, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de reconnaître le rapport émis par Ernst & Young, une société anonyme établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en qualité de réviseur d'entreprise de la Société, en rapport avec l'Emission (tel que défini ci-dessous), dont une copie de ce rapport reste ci-annexée.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de reconnaître le rapport de l'Actionnaire Commandité - Gérant unique, émis dans le cadre de l'Emission.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'approuver les conditions générales des convertible preferred equity certificates (les CPECs) tel qu'indiquées dans le rapport émis par l'Actionnaire Commandité - Gérant unique et d'autoriser l'émission par la Société d'un montant maximum de quatre cent millions (400.000.000) de CPECs d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune (l'Emission), pour un montant maximum de quatre millions d'Euros (4.000.000,00).

Quatrième résolution

L'assemblée décide de créer de nouvelles classes d'actions dénommées actions du fondateur de sous-classe B et actions de commanditaires HV de sous-classe B et d'augmenter le capital de la Société comme suit:

Souscripteurs	Actions du fondateur de sous-classe B	Actions de commanditaires HV de sous-classe B	Valeur nominale (EUR)	Prix de souscription (EUR)
Dover Street VIII L.P.	N/A	814.400	0,01	8.144,00
HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P.	N/A	88.300	0,01	883,00
HarbourVest Partners IX - Credit Opportunités Fund L.P.	N/A	15.500	0,01	155,00
HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P.	N/A	72.300	0,01	723,00
Dover Street 2011 Overflow Fund L.P.	N/A	123.900	0,01	1.239,00
Meranti Fund L.P.	N/A	10.500	0,01	105,00
MCCI S.à r.l.	125.100	N/A	0,01	1.251,00
Total	125.100	1.124.900	N/A	12.500,00

Souscription - Paiement

- MCCI S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 14-16 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cent un Euro (EUR 12.501,00), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B186209, ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide de souscrire à cent vingt-cinq mille cent (125.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de mille deux cent cinquante-et-un Euros (EUR 1.251,00), par apport en numéraire d'un montant de mille deux cent cinquante-et-un Euros (EUR 1.251,00); et

- Dover Street VIII L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculé sous le numéro 4993522, ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide de souscrire à huit cent quatorze mille quatre cents Euros (EUR 814.400) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de huit mille cent quarante-quatre Euros (EUR 8.144,00), par apport en numéraire d'un montant de huit mille cent quarante-quatre Euros (EUR 8.144,00);

- HarbourVest Partners IX - Buyout Fund L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculé sous le numéro 4737637 ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide

de souscrire à quatre-vingt-huit mille trois cents (88.300) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de huit cent quatre-vingt-trois Euros (EUR 883,00), par apport en numéraire d'un montant de huit cent quatre-vingt-trois Euros (EUR 883,00);

- HarbourVest Partners IX - Credit Opportunities Fund L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculé sous le numéro 4737629 ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le en novembre 2014 décide de souscrire à quinze mille cinq cents (15.500) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de cent cinquante-cinq Euros (EUR 155,00), par apport en numéraire d'un montant de cent cinquante-cinq Euros (EUR 155,00);

- HarbourVest Partners IX - Venture Fund L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculé sous le numéro 4737664 ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide de souscrire à soixante-douze mille trois cents (72.300) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de sept cent vingt-trois Euros (EUR 723,00), par apport en numéraire d'un montant de sept cent vingt-trois Euros (EUR 723,00);

- Dover Street 2011 Overflow Fund L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculé sous le numéro 5077390 ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide de souscrire à cent vingt-trois mille neuf cents (123.900) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de mille deux cent trente-neuf Euros (EUR 1.239,00), par apport en numéraire d'un montant de mille deux cent trente-neuf Euros (EUR 1.239,00);

- Meranti Fund L.P., un exempted limited partnership établi et existant selon les lois des Iles Caymans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Iles Caymans et immatriculée auprès du Registre des Exempted Limited Partnerships des Iles Caymans sous le numéro WK-72307 ici représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en novembre 2014 décide de souscrire à dix mille cinq cents (10.500) Actions de Commanditaire HV de Sous-Classe B et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune, pour un montant total de cent cinq Euros (EUR 105,00), par apport en numéraire d'un montant de cent cinq Euros (EUR 105,00);

Le montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le reconnaît expressément.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à soixante-douze mille cinq cents Euro et un centime d'Euro (EUR 72.500,01) représenté par:

- cinq millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (5.399.900) Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;

- un million cent vingt-quatre mille neuf cents (1.124.900) Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;

- six cent mille cent (600.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe A, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées;

- cent vingt-cinq mille cent (125.100) Actions du Fondateur de Sous-Classe B, toutes d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement libérées; et

- une (1) Action du Commandité, d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01), entièrement libérée.

Le capital autorisé, à l'exclusion du capital souscrit, est fixé à dix millions d'Euro (10.000.000,00) représenté par (i) six cent millions (600.000.000) d'Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A, devant être émises sur décision du Commandité, sous réserve toujours d'un quelconque Pacte d'Actionnaires, qui seront dotées des mêmes droits et obligations que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A existantes, à l'exception de dispositions spécifiques des Statuts et de tout Pacte d'Actionnaires et (ii) quatre cent millions (400.000.000) d'Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B, devant être émises sur décision du Commandité, sous réserve toujours d'un quelconque Pacte d'Actionnaires, qui seront dotées des mêmes droits et obligations que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B existantes, à l'exception de dispositions spécifiques des Statuts et de tout Pacte d'Actionnaires.

Le Commandité est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de l'acte notarié constatant la modification des Statuts, à augmenter à tout moment le capital social souscrit par le montant du capital social autorisé.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe A ainsi que les Actions de Commanditaires HV de Sous-Classe B émises avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire conformément à la Loi et à tout Pacte d'Actionnaires. Le Commandité est spécifiquement autorisé à procéder à l'émission de telles actions autorisées sans réserver aux Actionnaires alors existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15905. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014207155/432.

(140231704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Arle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmarg-Berg, zone industrielle piret.

R.C.S. Luxembourg B 164.604.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de la société (l'«Assemblée») de «ARLE S.A.», en abrégé (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-9956 Hachiville, Maison 38.

constituée, suivant acte notarié dressé par le notaire instrumentaire en date du 8 novembre 2011, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 3121 du 20 décembre 2011.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 164.604.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alex ARENDT, administrateur de sociétés, demeurant à L-9956 Hachiville, maison 38;

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions, représentatives du capital social, sont toutes représentées à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre de jour qui leur a été communiqué au préalable.

3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

1) transfert du siège social de la société de son siège actuel à L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret, et adaptation afférente du deuxième alinéa de l'article 1 des statuts;

2) Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle à Hachiville vers L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret et de modifier en conséquence l'alinéa 2 de l'article 1 des statuts de la société, qui aura désormais la teneur suivante:

" Art. 2. ...

Le siège social est établi à dans la commune de Colmar-Berg.

...»

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 15.00 heures.

Frais

Les frais des présentes sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, les comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alex ARENDT, Josée LEIDER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 3 décembre 2014. Relation: DIE/2014/15631. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206691/52.

(140231151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Alex Arendt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 164.609.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de la société (l'«Assemblée») de «ALEX ARENDT S.A.», en abrégé (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-9956 Hachiville, Maison 38.

constituée suivant acte notarié dressé par le notaire instrumentaire en date du 8 novembre 2011, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 3120 du 20 décembre 2011.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 164.609.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alex ARENDT, administrateur de sociétés, demeurant à L-9956 Hachiville, maison 38;

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions, représentatives du capital social, sont toutes représentées à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre de jour qui leur a été communiqué au préalable.

3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

1) transfert du siège social de la société de son siège actuel à L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret, et adaptation afférente du deuxième alinéa de l'article 1 des statuts;

2) Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle à Hachiville vers L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret et de modifier en conséquence l'alinéa 2 de l'article 1 des statuts de la société, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi à dans la commune de Colmar-Berg.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 15.00 heures.»

Déclaration du comparant

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais des présentes sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, le comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alex ARENDT, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 3 décembre 2014. Relation: DIE/2014/15632. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Releveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206667/57.

(140231112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

A Web Marketing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9164 Lipperscheid, 21, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 170.069.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze,

le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

Monsieur Jef Luc VIAENE, administrateur de société, demeurant à B-2440 Geel, 8, Lindenstraat.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme A WEB MARKETING S.A., avec siège social à L-9164 Lipperscheid, 21, Haaptstrooss, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 170.069 (NIN 2012 22 11 755) a été constituée suivant acte reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, de résidence à Luxembourg, en date 21 juin 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1999 du 10 août 2012.

II.- Que le capital de la société s'élève à trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par mille (1.000) actions de trente-et-un Euros (€ 31.-) chacune.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que le comparant déclare expressément que la société A WEB MARKETING S.A. n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou en nantissement.

Après avoir énoncé ce qui précède, le comparant, déclare et pour autant que nécessaire décide de dissoudre la société A WEB MARKETING S.A..

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, Monsieur Jef Luc VIAENE, agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société A WEB MARKETING S.A. a été réglé et qu'il demeurera responsable de toutes dettes et de tous engagements financiers éventuels, présentement inconnus de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société étant ainsi achevée, et partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;
- décharge pleine et entière est donnée à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;
- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-9164 Lipperscheid, 21, Haaptstrooss.
- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;
- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuels, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: J. L. VIAENE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2550. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206630/46.

(140231404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

**Global Consult S.A., Société Anonyme,
(anc. DKFM International S.A.).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 137.044.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich.

Traten die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft "DKFM INTERNATIONAL S.A.", mit Sitz zu L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen; genannte Gesellschaft, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 137.044, wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 5. März 2008, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 897 vom 11. April 2008.

Die Versammlung findet statt unter dem Vorsitz von Frau Edith REUTER, Buchhalterin, beruflich wohnhaft in L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

Der Vorsitzende beruft als Schriftführer Herr Louis FELICETTI, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

Die Versammlung wählt als Stimmzähler Herr Fernand SASSEL, expert-comptable, beruflich wohnhaft in L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden.

A.- Dass aus einer vom Versammlungsvorstand erstellten Anwesenheitsliste hervorgeht, dass sämtliche Aktionäre in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; diese Anwesenheitsliste, von den Aktieninhabern respektiv deren Vertretern gegengezeichnet und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden, ebenso wie die ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den amtierenden Notar ne varietur paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

B.- Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit respektiv Vertretung sämtlicher Aktieninhaber, regelmäßig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen kann.

C.- Dass die Tagesordnung folgenden Punkt vorsieht:

Tagesordnung:

1. Abänderung des Gesellschaftsnamens in „Global Consult S.A.“ und demzufolge von Artikel 1 Absatz 2 der Satzung.

Nach Vortrag dieser Punkte sowie deren Bestätigung durch die Generalversammlung beschließen die Aktionäre einstimmig wie folgt:

Einzigter Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftsnamen abzuändern in „Global Consult S.A.“ und demzufolge Artikel 1 Absatz 2 folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 1. (Absatz 2).** Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Global Consult S.A.“.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, ist die Versammlung hiermit geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparanten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, zusammen mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: E. REUTER, L. FELICETTI, F. SASSEL, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 23 décembre 2014. Relation: REM/2014/2846. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 23. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014206846/48.

(140231423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Medtronic AF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 145.495.

L'an deux mille quatorze, le douze décembre.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU:

Medtronic IP Holding International Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.796 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par Maître Faruk DURUSU, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elle est l'associée unique de Medtronic AF Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.495, constituée par acte notarié de Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 12 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 822 daté du 16 avril 2009, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, daté du 20 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 390 du 12 février 2014 (la «Société»).

(ii) Que l'Associée Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de transférer le siège social de la Société de l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence il est décidé de modifier, avec effet immédiat, l'article 4 des statuts de la Société, tant dans leur version anglaise que dans leur version française, pour leur donner la teneur suivante:

- Version en langue anglaise

“ **Art. 4.** The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in Luxembourg by means of a resolution of the Board of Managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.”

- Version en langue française

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré à n'importe qu'elle autre place dans la commune de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être créé, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Troisième résolution

Il est décidé de modifier comme suit, tant dans leur version anglaise que dans leur version française, le dernier paragraphe de l'article 16 relatif à la tenue des assemblées générales:

- Version en langue anglaise

“ **Art. 16.** General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.”

- Version en langue française

« **Art. 16.** Les assemblées générales des associés se tiendront à Luxembourg. Une participation en vertu d'une procuration sera possible.»

Quatrième résolution

Il est décidé de prendre acte de la démission de Madame Sandrine BRUZZO de sa fonction de Gérant Classe A de la Société, avec effet au 28 novembre 2014.

Il est aussi décidé de donner quitus entier et sans réserve à Madame Sandrine BRUZZO pour l'accomplissement de leur mandat de gérants de la Société.

Cinquième résolution

Il est décidé de nommer Monsieur Andrej GROSSMANN, comptable, né le 19 décembre 1975 à Berlin, Allemagne, demeurant professionnellement à l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ce dernier a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: F. DURUSU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 16 décembre 2014. Relation: MER/2014/2774. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207166/70.

(140231190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

SCL Prop Co. A S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 193.032.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of December,
before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-).

here represented by José Maria Ortiz, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 15 December 2014.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "SCL Prop Co. A S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, directly or indirectly, of real estate property in Luxembourg or abroad, in particular shopping centres, and the holding and managing of the assets required for the management of the real estate property.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750.-), represented by (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) ordinary, (ii) one thousand two hundred and fifty shares of class A (the "Class A Shares"), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the "Class B Shares"), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the "Class C Shares"), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the "Class D Shares"), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the "Class E Shares"), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the "Class F Shares"), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the "Class G Shares"), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the "Class H Shares"), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the "Class I Shares") and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the "Class J Shares"); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred fifty euro Euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole

class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class J Shares; (ii) Class I Shares; (iii) Class H Shares; (iv) Class G Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class E Shares; (vii) Class D Shares; (viii) Class C Shares; (ix) Class B Shares and (x) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.6. For the purpose of this article:

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

"Cancellation Value Per Share" means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives). The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution.

Art. 8. Board of managers. The Company will be managed by a board of managers (the Board). The Board shall be composed of at least two (2) managers who will be A managers (hereafter each a Manager A) or B managers (hereafter each a Manager B).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board that has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board shall not resolve on the following subject matters unless with (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF A, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp and ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres;

(b) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres;

(c) any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings; and

(d) any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if (a) a majority of its members is present or represented, and (b) at least one Manager A is present or represented at the meetings. Resolutions of the Board are validly taken by a simple majority of the managers present or represented provided that at least one Manager A votes in favour of the decision(s) to be adopted. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least the signature of one Manager A.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law and that the manager has acted in good faith.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

10.3. Subject-Matters of Resolutions The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in numbers) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2015.

Subscription and payment

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for thirteen thousand seven hundred and fifty (13,750) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1,-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750).

The amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100,-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed for an indefinite period:

a. as Manager A of the Company

- José Maria Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. as Manager B of the Company

- Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. The registered office of the Company is established at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, upon request of the appearing party, this deed are drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Contern, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Am fünfzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendvierzehn,

ist vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR125.000.-) hat,

hier vertreten durch Herrn José Maria Ortiz, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 15. Dezember 2014 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „SCL Prop Co. A S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Sollte der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, insbesondere von Einkaufszentren, und der Erwerb und die Verwaltung von zur Bewirtschaftung der Immobilien erforderlichen Gegenständen.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendepapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder

anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-), aufgeteilt in (i) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), (iii) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), (iv) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), (v) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), (vi) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), (vii) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"), (viii) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), (ix) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), (x) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile") und (xi) eintausend zweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlte Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwedet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat festgestellt und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse J Anteile; (ii) Klasse I Anteile; (iii) Klasse H Anteile; (iv) Klasse G Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse E Anteile; (vii) Klasse D Anteile; (viii) Klasse C Anteile; (ix) Klasse B Anteile und (x) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Die Gesellschaft kann den Rückerwerb von Anteilen gemäß den hier festgelegten Bedingungen nur im Rahmen der Anforderungen des Gesetzes vornehmen.

5.6. Für Zwecke dieses Artikels:

"Verfügbarer Betrag" bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emmissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

"Annullierungswert pro Anteil" bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

"Zwischenbilanzen" bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

"Zwischenbilanzzeitpunkt" bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

"Gesamtannullierungsbetrag" bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile (parts sociales nominatives). Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichend ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals beruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführungsrat (der Rat) verwaltet. Der Rat soll aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern bestehen, die entweder A Geschäftsführer (Geschäftsführer A) oder B Geschäftsführer (Geschäftsführer B) sein sollen.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

(iii) In Bezug auf die folgenden Entscheidungen soll der Rat nur Beschlüsse fassen sofern (1) die Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l. vorliegt, und eine solche Genehmigung schriftlich festgehalten wurde und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen der

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, der ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp und der ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung schriftlich festgehalten worden ist:

- (a) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren;
- (b) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren;
- (c) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung; und
- (d) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

8.2. Verfahren

- (i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.
- (ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.
- (iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.
- (iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.
- (v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn (a) die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind und (b) wenigstens ein Geschäftsführer A bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden, wobei mindestens ein Geschäftsführer A für den Beschluss oder die Beschlüsse gestimmt haben muss. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.
- (vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.
- (vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind und im Umlaufverfahren gefasst worden sind (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

- (i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern gebunden, wobei stets mindestens ein Geschäftsführer A unterzeichnet haben muss.
- (ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen und der Geschäftsführer in gutem Glauben gehandelt hat.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Hauptversammlung und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

- (i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Beschlüsse im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.
- (ii) Werden Beschlüsse im Wege der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig

und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Umlaufbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.

Art. 11. Alleingesellschafter.

11.1. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

11.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder den Umlaufbeschluss der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

11.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

12.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

12.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht

um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

14.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen genehmigenden Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

14.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

15.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

15.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

15.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Umlaufbeschlüssen der Geschäftsführer oder der Gesellschafter oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

15.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

ECEEuropean Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, wie vorstehend bezeichnet und vertreten, zeichnet dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (13.750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750).

Die Geschäftsanteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) betragen.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Alleingeschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum ernannt:

a. als Geschäftsführer A der Gesellschaft

- José Maria Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. als Geschäftsführer B der Gesellschaft

- Ulrich Binninger, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30 August, 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. Sitz der Gesellschaft sind in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und im Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Signé: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16303. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207381/649.

(140231074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Sazele S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 156.987.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth of December.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general shareholder meeting of "SAZELE S.A.", a public limited liability company ("société anonyme") (hereafter the "Company"), with registered office at 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.987 and incorporated by a notary deed enacted by the undersigned notary, on 22 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 200 on 01 February 2011.

The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 02 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 910 on 09 April 2014.

The meeting is opened by Mrs Nadia WEYRICH, employee, professionally residing at Belvaux, being in the chair (hereafter the "Chairman"),

who appoints as secretary Mrs Annabelle GIOVANARDI, employee, professionally residing at Luxembourg, who is also elected as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The share capital of the Company is set at NINETEEN MILLION ONE HUNDRED AND TWENTY-SEVEN THOUSAND EURO (19,127,000.- EUR) represented by six hundred and seventy-eight thousand seven hundred (678.700) shares without par value.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are recorded in an attendance list. This attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

The proxy of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing people and the undersigned notary.

III. It appears from the said attendance list that all the issued shares representing the whole share capital of the Company are represented at the present meeting so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1) Decrease of the share capital of the Company by an amount of two million euro (2,000,000.- EUR) in order to reduce it from its present amount of nineteen million one hundred and twenty-seven thousand euro (19,127,000.- EUR) to seventeen million one hundred and twenty-seven thousand euro (17,127,000.- EUR) by means of a reimbursement to the shareholders of the Company proportionally to their shareholding in the Company and without reduction of the number of the shares of the Company.

2) Amendment of article 5, paragraph 1 of the Company's Articles of Association in order to reflect such capital decrease and to give it the following wording:

Art. 5. Paragraph 1. “The share capital is set at seventeen million one hundred and twenty-seven thousand EURO (17,127,000.- EUR) divided into six hundred and seventy eight thousand seven hundred (678.700) shares without par value, numbered from one (1) to six hundred and seventy-eight thousand seven hundred (678.700).

3) Amendment of article 5, paragraph 4 of the Company’s Articles of Association to give it the following wording:

Art. 5. Paragraph 4. “The corporate share capital may be increased from its present amount up to twenty-five million euro (25,000,000.-EUR) by the creation and issue of additional shares.”

4) Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the meeting, the general shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The general meeting resolves to decrease the Company’s share capital by an amount of two million euro (2,000,000.- EUR) in order to reduce it from its present amount of nineteen million one hundred and twenty-seven thousand euro (19,127,000.- EUR) to seventeen million one hundred and twenty-seven thousand euro (17,127,000.- EUR) by means of a reimbursement to the shareholders of the Company proportionally to their shareholding in the Company and without reducing the number of the shares of the Company.

The general meeting resolves that the capital decrease is performed based on the share capital to the extent the latter was established by contributions effectively paid-up and was never reduced so far.

All powers are conferred to the Board of Directors of the Company in order to implement the necessary shareholders’ reimbursement.

The undersigned notary has drawn the attention of the general meeting to the provisions of article 69 of the amended law on commercial companies establishing a legal protection in favour of eventual creditors of the Company.

Second resolution

To reflect such capital decrease, the general meeting resolves to amend the article 5, paragraph 1 of the Articles of Association of the Company, which shall henceforth read as follows:

Art. 5. Paragraph 1. “The share capital is set at seventeen million one hundred and twenty-seven thousand EURO (17,127,000.- EUR) divided into six hundred and seventy eight thousand seven hundred (678.700) shares without par value, numbered from one (1) to six hundred and seventy-eight thousand seven hundred (678.700).”

Third resolution

The general meeting resolves to amend the article 5, paragraph 4 of the Articles of Association of the Company, which shall henceforth read as follows:

Art. 5. Paragraph 4. “The corporate share capital may be increased from its present amount up to twenty-five million euro (25,000,000.- EUR) by the creation and issuance of additional shares.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Cost

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed is approximately one thousand five hundred euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; in case of discrepancies between the English and the French text, only the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing people, the said people signed together with Us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le quatre décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SAZELE S.A.» (ci-après la «Société»), avec siège social au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.987 et constituée par acte notarié dressé par le notaire soussigné, le 22 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 25 le 06 janvier 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 02 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 910 du 09 avril 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Nadia WEYRICH, employée, résidant professionnellement à Belvaux (ci-après le "Président"),

qui désigne comme secrétaire Madame Annabelle GIOVANARDI, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Le capital social de la Société est de DIX-NEUF MILLIONS CENT VINGT-SEPT MILLE EUROS (19.127.000,- EUR) consistant en six cent soixante-dix-huit mille sept cents (678.700) actions sans valeur nominale.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée au présent acte la procuration des actionnaires représentés, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à cette assemblée de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires ont été préalablement informés.

IV. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1) Réduction du capital social de la Société à concurrence de deux millions d'EUROS (2.000.000,- EUR) afin de le ramener de son montant actuel de dix-neuf millions cent vingt-sept mille euros (19.127.000,- EUR) à dix-sept millions cent vingt-sept mille euros (17.127.000,- EUR) par remboursement aux actionnaires de la Société proportionnellement à leur participation dans la Société et sans annulation d'actions de la Société.

2) Modification de l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société pour refléter cette diminution de capital et lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Paragraphe 1. «Le capital social est fixé à dix-sept millions cent vingt-sept mille EURO (17.127.000,- EUR) consistant en six cent soixante-dix-huit mille sept cents (678.700) actions sans désignation de valeur nominale, numérotées un (1) à six cent soixante-dix-huit mille sept cents (678.700).»

3) Modification de l'article 5, paragraphe 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Paragraphe 4. «Le capital social de la Société pourra être porté de son montant actuel à vingt-cinq millions d'euros (25.000.000,-EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles.»

4) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de deux millions d'EUROS (2.000.000,- EUR) afin de le ramener de son montant actuel de dix-neuf millions cent vingt-sept mille euros (19.127.000,- EUR) à dix-sept millions cent vingt-sept mille euros (17.127.000,- EUR) par remboursement aux actionnaires de la Société proportionnellement à leur participation dans la Société et sans annulation d'actions de la Société.

L'Assemblée générale décide que la réduction du capital social est imputée sur le capital statutaire dans la mesure où celui-ci est formé par des apports réellement libérés et où il n'a fait l'objet d'aucune réduction.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration de la Société afin qu'il mette en oeuvre le remboursement aux actionnaires.

Le notaire soussigné a attiré l'attention de l'assemblée générale sur les dispositions de l'article 69 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la Société.

Deuxième résolution

Pour refléter cette diminution de capital, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Alinéa 1^{er}. «Le capital social est fixé à dix-sept millions cent vingt-sept mille EURO (17.127.000,- EUR) consistant en six cent soixante-dix-huit mille sept cents (678.700) actions sans désignation de valeur nominale, numérotées un (1) à six cent soixante-dix-huit mille sept cents (678.700).»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le quatrième alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Alinéa 4. «Le capital social de la Société pourra être porté de son montant actuel à vingt-cinq millions d'euros (25.000.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à environ mille cinq cents euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de rédiger le présent acte en langue anglaise, suivi d'une traduction française et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: N. WEYRICH, A. GIOVANARDI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 09 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16810. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014207378/160.

(140231505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Bimon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 4-6, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 170.731.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Bimon S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014205266/12.

(140229785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Bureau Veritas Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 47, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 82.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205320/10.

(140231618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Banque du Timbre Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 53.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205279/9.

(140230278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Bati Safe, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8229 Mamer, 35, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 104.697.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205283/9.

(140229565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pylissier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Ste Croix.
R.C.S. Luxembourg B 50.151.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 10 décembre 2014

L'actionnaire unique décide de ratifier la nomination de Mr Alexis Kamarowsky avec adresse professionnel au 7, val sainte croix, L-1371 Luxembourg, en tant que président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014204765/14.

(140228319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

BCR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1924 Luxembourg, 3, rue Emile Lavandier.
R.C.S. Luxembourg B 142.331.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205287/9.

(140230879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Beagle Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 57.296.

—
Les comptes annuels RECTIFICATIFS au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Dépôt L140227249 du 19 décembre 2014 est à rectifier.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205290/11.

(140230993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Crystal White S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 144.511.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205349/10.

(140230053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Cap Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 133.270.

—
Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014205354/10.

(140229303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.
